

Brochure n° 3212

**Accords nationaux**

**ENTREPRISES DE TRAVAIL TEMPORAIRE**  
**Personnels intérimaires**  
**Personnels permanents**

---

AVENANT N° 2 DU 12 JUIN 2008  
PORTANT MODIFICATION DES CONTRATS  
DE PROFESSIONNALISATION  
NOR : ASET0850972M

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification du contrat de professionnalisation  
des salariés permanents*

Au titre II « La formation professionnelle des salariés permanents », chapitre I<sup>er</sup> « La formation professionnelle et l'intégration ou le maintien dans l'emploi », section 1 « La professionnalisation », article 1.1 « Le contrat de professionnalisation de 6 à 12 mois » :

L'article 1.1 est supprimé et remplacé par l'article 1.1 rédigé comme suit :

« Lors de l'embauche, il peut être proposé un contrat de professionnalisation :

- aux jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus sans qualification et à ceux qui veulent compléter leur formation initiale quel qu'en soit le niveau pour pouvoir accéder aux métiers souhaités ;
- aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus, lorsqu'une professionnalisation s'avère nécessaire pour favoriser leur retour vers l'emploi.

Le contrat de professionnalisation peut prendre la forme d'un contrat à durée indéterminée ou d'un contrat à durée déterminée. Si le contrat est à durée indéterminée l'action de professionnalisation qui se situe au début du contrat est d'une durée comprise entre 6 et 12 mois. Si le contrat de professionnalisation est à durée déterminée, il est conclu pour une durée de 6 à 12 mois.

Ce contrat peut être mis en œuvre pour tout type de validation et comporte des actions de formation ainsi que des actions d'évaluation et d'accompagnement d'une durée comprise entre 15 % et 25 % de la durée totale du contrat, sans pouvoir être inférieure à 150 heures. Ces actions sont réalisées par un prestataire extérieur ou par l'entreprise lorsqu'elle dispose d'un service de formation interne répondant aux critères fixés par l'OPCA de branche.

Toutefois, lorsque le contrat est validé par un diplôme, les actions de formation peuvent être portées jusqu'à 50 % de la durée totale du contrat. »

## **Article 2**

### *Modification du contrat de professionnalisation des salariés intérimaires*

Au titre III « La formation des salariés intérimaires », chapitre I<sup>er</sup> « La formation professionnelle et l'intégration sur le marché du travail », section 1 « Le contrat de professionnalisation », article 14.1 « Le contrat de professionnalisation de 6 à 12 mois » :

L'article 14.1.1 est supprimé et remplacé par l'article 14.1.1 rédigé comme suit :

« Le contrat de professionnalisation d'un salarié intérimaire peut être conclu pour une durée de 6 à 12 mois. Ce contrat ne comprend que des actions de formation mises en œuvre par un organisme de formation externe et des périodes de mission.

Il peut être mis en œuvre pour tout type de validation.

Les actions de formation prévues au contrat de professionnalisation sont d'une durée comprise entre 15 % et 25 % de la durée totale du contrat sans pouvoir être inférieure à 150 heures. Toutefois, lorsque le contrat est validé par un diplôme, la durée des actions de formation peut être portée jusqu'à 50 % de la durée totale du contrat. »

## **Article 3**

### *Entrée en application*

Le présent avenant est applicable à compter du 12 juin 2008 et fera l'objet des formalités de dépôt et d'extension prévues par le code du travail.

Fait à Paris, le 12 juin 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

PRISME.

**Syndicats de salariés :**

Fédération des services CFDT ;  
CSFV-CFTC ;  
FNECS CFE-CGC ;  
USI-CGT ;  
CGT-FO.